

LE NOUVEAU ZIMBABWE

Joe Gatner

Le 18 avril 1980, à minuit, le Gouverneur britannique, Lord Christopher Soames, transmettait le pouvoir à Robert Mugabe, chef du gouvernement majoritaire noir élu quelque six semaines auparavant. L'avènement de la nouvelle République du Zimbabwe mettait fin à sept ans de guérilla et dénonçait du même coup la Déclaration unilatérale d'indépendance proclamée par Ian Smith le 11 novembre 1965. Cet article donne un aperçu des événements et des personnages avant et après la naissance de cette nouvelle république.

Le nouveau Zimbabwe, dont la superficie est presque égale à celle de Terre-Neuve, est entouré par cinq (5) pays africains qui, de bien des façons, ont joué un rôle dans sa marche vers l'indépendance. Le pays est bordé au nord, par la République de la Zambie; à l'est, par la République populaire du Mozambique; au sud, par la République d'Afrique du Sud; au sud-ouest, par la République du Botswana et à l'ouest, par ce qui deviendra probablement l'Etat de la Namibie ou le Sud-Ouest africain, comme on a récemment commencé à l'appeler.

La population du Zimbabwe est évaluée à environ 7 millions de personnes, ce qui est un peu inférieure à celle de l'Ontario. A peu près 96% des habitants sont des Bantous ou des Noirs. Les principales tribus sont les Shona et les Ndebele. Le reste de la population est principalement de race blanche, avec une petite partie d'asiatiques et autres.

Le climat est chaud et humide dans les vallées arrosées par les rivières Zambèze et Limpopo, qui délimitent respectivement une bonne partie des frontières nord et sud du pays. Ces basses terres sont peuplées de forêts de chênes des Indes (teck) et d'acajous et abritent la redoutable mouche tsé-tsé, qui donne la maladie du sommeil. A l'intérieur, l'altitude s'élève et les terres s'étendent en plateaux fertiles qui se superposent, entraînant une modification du climat tropical. Les superficies qui ne sont pas recouvertes de grands arbres sont cultivées, surtout par des propriétaires blancs. Les mois de mai à septembre sont rela-

tivement secs; la saison des pluies durant d'octobre à avril.

Presque la moitié de la frontière qui sépare le Zimbabwe de la Zambie est délimitée par le lac Karibà. Formé par le réservoir du même nom, d'une hauteur de 420 pieds, ce lac a la réputation d'être le plus vaste lac artificiel du monde. Il s'étend sur quelques 175 milles dans la vallée de Zambèze vers le sud-ouest. Son réservoir alimente en énergie électrique à la fois la Zambie et le Zimbabwe. La chute de Victoria, située sur la rivière Zambèze au-dessus du lac Karibà, constitue l'un des spectacles les plus extraordinaires de toute l'Afrique. On peut s'en faire une idée en la comparant aux fameuses chutes Niagara au Canada. La chute Victoria, à son point le plus puissant, déverse 355 pieds d'eau, c'est-à-dire plus que le double des chutes Niagara, et la largeur de leurs eaux respectives au point de chute est d'environ 4,500 pieds pour les premières et de 2,600 pieds pour les secondes.

Les origines du Zimbabwe moderne remontent à 1889, année où la *British South Africa Chartered Company* commença à gouverner le territoire. Son règne devait durer 34 ans. Après avoir choisi de ne pas se joindre à ce qui était à ce moment-là l'Union sud-africaine, la Rhodésie devint, en 1923, une colonie autonome au sein du Commonwealth. Une trentaine d'années plus tard, les Britanniques établirent la Fédération de la Rhodésie du Nord et du Nyassaland, qui dura 10 ans. Lorsque la Fédération fut abolie, le

31 décembre 1963, la Rhodésie du Nord et le Nyassaland devinrent des Etats indépendants sous les noms de Zambie et de Malawi. La Rhodésie du Sud demanda aussi son indépendance, mais la Grande-Bretagne la lui refusa à cause des exigences des Noirs africains et des pressions des Nations Unies pour établir une domination de la majorité avant l'indépendance.

Cependant, le gouvernement minoritaire blanc refusa de renoncer à un système électoral fondé sur un droit de vote limité. N'ayant pas réussi à s'entendre avec Sir Alec Douglas-Home, puis avec M. Harold Wilson, qui se succédèrent à la tête du gouvernement britannique, Ian Smith, devenu premier ministre comme chef du Front rhodésien le 14 avril 1964, déclara un état national d'urgence et proclama unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie le 11 novembre 1965.

Pendant près de 15 ans d'indépendance reconnue unilatéralement, les efforts renouvelés pour en arriver à un règlement se sont toujours soldés par un échec. Au début, les négociations avaient lieu avec la Grande-Bretagne, dont la Rhodésie, en tant que colonie, continuait de dépendre. Dans les années qui suivirent, Ian Smith essaya de s'entendre avec des nationalistes noirs aux vues modérées. Ces tentatives aboutirent à certains arrangements. Le 3 mars 1978, Ian Smith signa un accord constitutionnel avec les chefs nationalistes noirs résidant en Rhodésie: l'évêque Abel Muzorewa, le révérend Ndabaningi Sithole et le chef Jeremiah Chirau. Cependant, même s'il éliminait la domination de la minorité blanche et donnait à la Rhodésie son premier gouvernement majoritaire noir, l'accord ne fut pas accepté à l'échelle internationale. Il fut rejeté non seulement par l'O.N.U. et l'O.U.A., mais aussi et surtout par le Front patriotique, représenté par Robert Mugabe et Joshua Nkomo, dont les mouvements de libération avaient, depuis 1972, mené une guérilla active contre le régime implanté en Rhodésie. Lorsque les entretiens de *Lancaster House* débutèrent à Londres le 10 septembre 1979, sous les auspices du gouvernement conservateur de Margaret Thatcher, récemment porté au pouvoir, et de son secrétaire aux affaires étrangères, Lord Carrington, très peu de gens en espéraient d'heureux résultats. Cependant, ces entretiens se terminèrent officiellement le 21 décembre 1979 avec la signature d'un nouvel accord.

LES ENTRETIENS DE LANCASTER HOUSE

Les entretiens de *Lancaster House* ont donné suite à

la réponse du chef du gouvernement conservateur nouvellement élu en Grande-Bretagne, Margaret Thatcher, aux critiques soulevées par les Etats africains noirs à l'occasion de la Conférence des chefs d'Etats du Commonwealth, tenue à Lusaka, en Zambie, du 1^{er} au 7 août 1979. Lors de cette conférence, le premier ministre du Royaume-Uni avait accepté d'organiser à Londres une conférence sur l'arrêt des hostilités et les problèmes constitutionnels en Rhodésie et avait présenté un plan bien structuré qui devait être mis à exécution dans un délai bien déterminé.

La conférence tenue à *Lancaster House* en 1979 réunissait les chefs des guérilleros du Front patriotique, Robert Mugabe et Joshua Nkomo, qui représentaient respectivement l'armée de libération de la nation africaine du Zimbabwe (ZANLA) et l'armée révolutionnaire du peuple du Zimbabwe (ZIPRA), de moindre envergure, ainsi que la délégation de Salisbury, qui comprenait l'évêque Abel Muzorewa, premier ministre du gouvernement de l'unité nationale de la Zimbabwe-Rhodésie, formé après les élections des 17-21 avril 1979, le révérend Ndabaningi Sithole, chef de sa propre section de l'Union de la nation africaine du Zimbabwe (ZANU) et l'ancien premier ministre blanc Ian Smith. L'hôte de la conférence, le secrétaire aux affaires étrangères, Lord Carrington, profitant de ce moment propice de l'histoire, réussit à amener les parties intéressées à accepter un règlement de paix et à présenter des propositions pour une nouvelle constitution. Après quelque 14 semaines de négociations ardues, l'accord de *Lancaster House* prévoyait, entre autres choses, l'établissement d'un cessez-le-feu, le retour de la Rhodésie à un statut temporaire de colonie britannique, l'acceptation de conditions précises pour la rédaction d'une nouvelle constitution et des élections libres pour la République souveraine du Zimbabwe.

Les dispositions du cessez-le-feu, qui avaient été acceptées après les propositions constitutionnelles, comportaient: l'établissement d'une armée de surveillance du cessez-le-feu d'environ 1,200 hommes; le contrôle efficace des forces aériennes de la Rhodésie pour empêcher les raids sur les bases de guérilla; l'arrêt de toute activité hors-frontière; le détachement à Salisbury d'une armée d'environ 45,000 hommes, avec l'obligation de rester à la base — situation qui devait être surveillée par les forces établies du Commonwealth, le détachement de quelque 20,000 hommes de la ZAPU et 8,000 hommes de la ZIPRA à 16 points de rassemblement déterminés à travers le

pays; la garantie du gouvernement britannique, en particulier en ce qui a trait à l'Afrique du Sud, qu'aucune participation militaire ou politique de l'extérieur ne serait tolérée sauf celle qui avait été convenue, et la promesse que la mise en application du cessez-le-feu aurait lieu sous la direction d'un gouverneur britannique. Comme le pays avait été en réalité dans un état de guerre civile depuis sept ans, même s'il y eut quelques altercations durant la mise en vigueur du cessez-le-feu, la situation dans l'ensemble est tout à l'honneur du gouverneur britannique Lord Christopher Soames, et rend compte de la bonne volonté des dirigeants du régime de Salisbury et des chefs de la guérilla.

Les propositions constitutionnelles ont été rédigées après 38 jours de négociations, souvent très animées. Elles prévoyaient que le chef de l'Etat serait un président officiellement habilité à nommer tous les ministres du cabinet, y compris le premier ministre, les chefs des forces armées et de la police, les membres de la Cour supérieure et de la Commission de la fonction publique. Le Parlement serait composé d'un sénat de 40 membres, qui pourrait retarder, mais non empêcher, l'adoption d'une loi, ainsi que d'une Chambre d'assemblée plus importante, composée de 100 membres. Afin de protéger les intérêts des Blancs venus d'Europe, ceux-ci auraient le droit de choisir 10 des 40 sénateurs et d'élire 20 des 100 députés. Cette représentation réservée aux Blancs est garantie pendant les sept premières années d'existence de la République du Zimbabwe. Au cours de cette période, la Constitution ne peut être modifiée sans le consentement unanime des députés et des deux-tiers au moins des sénateurs. Après sept ans, la même disposition s'appliquera encore au Sénat mais pas à la Chambre d'assemblée. L'adoption d'une modification de la Constitution ne nécessitera qu'une majorité de 70% des voix.

Le président est élu par les membres du Parlement pour une période de six ans et peut solliciter un deuxième mandat. Au Sénat, les dix membres blancs sont choisis par un collège électoral composé des 20 députés de race blanche. Les 30 autres sénateurs sont choisis comme suit: 14 par un collège électoral composé des 80 députés élus parmi les candidats de la liste courante, 10 par le conseil des chefs et 6 par le président, sur l'avis du premier ministre. Les députés sont élus lors d'élections générales qui doivent avoir lieu dans les quatre mois de la dissolution du Parle-

ment; les sénateurs sont ensuite choisis dans les 28 jours qui suivent.

L'organe judiciaire du nouveau Zimbabwe comprend une cour suprême, une cour d'appel et une division générale. Le président nomme le juge en chef sur l'avis du premier ministre, mais les autres juges, sur l'avis de la Commission du service juridique que l'on envisage de créer. Cette commission sera composée du juge en chef, qui en assumera la présidence, du président de la Commission de la fonction publique et de deux autres membres nommés sur l'avis du premier ministre.

LES ELECTIONS

Les dispositions de l'accord de *Lancaster House* concernant les élections constituaient une étape importante vers l'indépendance légale du Zimbabwe. Les élections étaient censées avoir lieu sous la surveillance d'une Commission électorale britannique aidée d'un groupe d'observateurs du Commonwealth composé d'environ 100 membres dont quelques Canadiens. Pour la liste courante, les électeurs se prononçaient sur des listes que chaque parti présentait avec un nombre de candidats égal au nombre de sièges à pourvoir dans chacune des 8 régions. Les sièges étaient accordés au prorata des suffrages recueillis et les candidats étaient présentés selon l'ordre de préférence du parti. Les élections ont eu lieu le 14 février 1980 pour les 20 sièges réservés à la population blanche et du 27 au 29 février pour les 80 sièges réservés aux Noirs.

Le Front rhodésien dirigé par Ian Smith a remporté les 20 sièges réservés aux Blancs. Les électeurs noirs devant se prononcer sur la liste courante avaient le choix entre 10 partis. Il y avait d'abord le parti de l'UANC, dirigé par l'évêque Abel Muzorewa, qui avait obtenu la majorité des sièges lors des élections universellement rejetées d'avril 1979. Les partis les plus importants ont été le Front patriotique ZANU de Robert Mugabe et le parti ZAPU de Joshua Nkomo, qui a simplement fait campagne sous l'étiquette du Front patriotique. Ces deux partis étaient en fait les sections politiques des forces de guérilla, ZANLA et ZIPRA. Parmi les partis de moindre importance, seuls l'Union nationale du Zimbabwe (ZANU/S) du révérend Ndabaningi Sithole et le Parti démocratique du Zimbabwe (ZDP) de James Chikerema étaient considérés comme vraiment dans la course; les cinq autres partis n'ont joué que des rôles mineurs dans les élections.

La victoire éclatante de l'aile du Front patriotique dirigée par Robert Mugabe a surpris tout le monde. Son parti a remporté 57 sièges, tandis que celui du « père » du nationalisme zimbabween, Joshua Nkomo, n'en a obtenu que 20 et que le parti UANC de l'évêque Abel Muzorewa n'a réussi à faire élire que trois de ses membres.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Les premières paroles et les premiers actes du nouveau Premier ministre Robert Mugabe étaient empreints d'un esprit de conciliation. Selon lui, c'est la réconciliation qui permettrait de panser les blessures de sept années de guerre et, lorsqu'il a formé son cabinet, il y a placé deux députés de race blanche, Dennis Norman, à la tête du ministère de l'Agriculture, et David Smith, à la direction du ministère de l'Industrie et du Commerce. Tous deux étaient arrivés en Rhodésie peu après la Deuxième guerre mondiale. Smith avait été ministre de l'Agriculture dans le gouvernement de Ian Smith de 1968 à 1976; il avait ensuite été nommé ministre des Finances. Dennis Norman est arrivé en Rhodésie en 1953. Il est propriétaire d'un certain nombre de fermes et a présidé quelques comités sur l'agriculture. Il est devenu en 1978 président de l'Union nationale des agriculteurs de la Rhodésie. Même s'il n'y a que deux Blancs dans un cabinet de quelque 20 ministres, ils représentent à eux deux un pourcentage plus important en comparaison de celui des Blancs qui habitent le pays.

Ce qui semble avoir préoccupé le plus le Premier ministre, c'est le désir de bien faire comprendre à la population blanche qu'elle avait sa place dans le nouveau Zimbabwe. M. Mugabe sait évidemment que les Blancs, avec leurs connaissances et leur niveau d'instruction élevé, sans oublier leurs ressources financières, sont particulièrement bien placés pour contribuer d'une façon significative à l'expansion du pays. S'ils avaient besoin d'autres preuves que les Blancs ont encore une place au nouveau Zimbabwe, ils n'auraient qu'à penser à la nomination au Sénat de Garfield Todd. Garfield Todd est ancien Premier ministre de la Rhodésie du Sud et adversaire du régime d'Ian Smith sous lequel il avait été emprisonné et détenu avec les présents leaders noirs du Zimbabwe. Cette nomination ainsi que celle d'un ancien juge blanc, John Fieldsend, à la Cour suprême du pays, constituent une autre preuve que les Blancs auront encore l'occasion de jouer un rôle au nouveau Zimbabwe. Enfin, en retenant les services du lieutenant-général

Peter Walls pour fusionner les deux factions de guérillas dans la nouvelle armée du Zimbabwe, en tenant compte du fait que c'est lui qui avait commandé les forces armées rhodésiennes qui leur avaient livré bataille pendant la guerre, le gouvernement démontre encore une fois où résident ses priorités.

L'un des problèmes les plus difficiles auxquels Mugabe a dû faire face a été l'attribution d'un portefeuille à Joshua Nkomo, à la fois son allié et son rival. A la suite de négociations infructueuses et pénibles, au cours desquelles Nkomo refusa le poste surtout honorifique de président, il se vit contraint à accepter un ministère de l'Intérieur qui avait perdu beaucoup de son importance. En réalité, quelques jours après l'annonce de la nomination de Nkomo, Mugabe enlevait au ministère la responsabilité des services d'information et la gestion des affaires locales, ne laissant à Nkomo que la charge des services de l'immigration et de la police. Il ne fait aucun doute que le portefeuille peu brillant qui lui a été confié, ainsi que les résultats décevants obtenus par son parti aux élections ont porté un dur coup à Nkomo et aux partisans du ZAPU. Certains de ses plus fidèles lieutenants, son adjoint compétent et respecté, Josiah Chinamano, et son secrétaire de presse, Willie Musururwa, qui avaient tous les deux vécu avec lui de longues périodes d'emprisonnement, n'ont même pas été élus au Parlement.

Les postes importants du cabinet ont été confiés à des membres du ZANU. Simon Muzenda, le membre le plus ancien de l'exécutif national du ZANU, qui était engagé dans la politique nationaliste noire depuis aussi longtemps que Nkomo, fut nommé premier ministre adjoint et ministre des affaires extérieures. Edgar Tekere, secrétaire général du ZANU, devint ministre de la Main-d'oeuvre, de la Planification et de l'Expansion. Il a vécu la plus grande partie de la décennie (jusqu'en 1974) en détention et est parti avec Mugabe pour le Mozambique en 1975. Enos Nkala, le ministre des Finances, est l'un des quelques membres du comité central du ZANU à n'avoir pas quitté le pays pendant la guerre. Il a passé la plus grande partie de cette période en prison et n'a été relâché qu'après l'arrivée du gouverneur britannique Soames. Simbi Mubako, ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles, est un ancien rédacteur en chef du journal catholique Moto. Un autre portefeuille important, celui de l'Education, a été confié à Dzingai Mutumbuka, qui a étudié en Rhodésie, en Zambie, en Irlande et en Grande-Bretagne. Durant la guerre, il avait été chargé de voir à la scolarisation de milliers d'enfants

de réfugiés au Mozambique. La seule femme à faire partie du cabinet est Teurai Ropa Nhongo, qui a déjà commandé une guérilla et qui est l'épouse de l'un des généraux de Mugabe. Elle s'est vue confier le ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs.

Le Premier ministre Robert Gabriel Mugabe a commencé à participer à la politique du Zimbabwe en 1960, année où il est devenu secrétaire de la publicité du Parti démocratique national (NDP). En 1962, après l'abolition du NDP, il occupa les mêmes fonctions avec le ZAPU. Il est devenu secrétaire général de son parti actuel, le ZANU, au moment de sa formation, deux ans plus tard. Il occupait ce poste lorsqu'il a été emprisonné en 1964 sur l'ordre de l'ancien premier ministre, Ian Smith. En 1975, il s'est réfugié au Mozambique avec ses guérilleros du ZANLA, d'où il est revenu triomphant, après la conférence de *Lancaster House*, pour enfin devenir premier ministre du nouveau Zimbabwe.

Robert Mugabe est né le 21 février 1928 d'une famille de paysans. Il a fait ses études primaires aux écoles de la Mission catholique de Kutama, dans les territoires sous tutelle de la tribu Zvimba. Il a enseigné pendant une courte période, après quoi, en 1949, il a obtenu une bourse pour aller étudier à l'Université de Fort Hare dans la province du Cap

Est en Afrique du Sud. De retour dans son pays, il s'est remis à l'enseignement, mais les faibles salaires payés aux Africains en Rhodésie l'ont découragé. En 1958 il est parti pour le Ghana, où il a enseigné au *St. Mary's Training College*, à Takoradi. C'est là qu'il a fait la connaissance de Sarah Hayfron, Ghanéenne, qui devait devenir sa femme. Il a quitté le Ghana pour rentrer dans son pays et s'engager immédiatement dans la politique.

Le chef du gouvernement est le révérend Canan Banana, qui est devenu président de la République du Zimbabwe le 17 avril 1980, lorsque la Grande-Bretagne remit les rênes du pouvoir au nouvel Etat. Canan Banana, âgé de 44 ans, a été l'organisateur du parti ZANU de Mugabe lors des élections de février dans l'importante province du Matabeland, mais n'a pas réussi à se faire élire lui-même. Banana a été l'allié de l'évêque Muzorewa au début des années 70, mais l'a quitté pour se joindre à Mugabe en 1976, lorsqu'à son avis, l'évêque est devenu trop complaisant à l'égard du gouvernement de la minorité blanche.

Les présidents du Sénat et de la Chambre d'assemblée ont été choisis à l'ouverture de la session à la mi-mai: il s'agit de MM. Nollan Makombe, au Sénat, et Didimus Mutasa, à la Chambre.

(Traduit de l'anglais)

